

L'ACTE AUTHENTIQUE EN DROIT DES AFFAIRES

Contrairement aux idées reçues, **le notaire est toujours intervenu dans le monde des affaires** et aujourd'hui, dans un contexte économique difficile, les entreprises ont intérêt à solliciter son intervention. Elle est en effet riche en avantages, tant en raison des caractéristiques de l'acte authentique, que de ses obligations en sa qualité d'officier ministériel.



Me. Bruno
BÉDARIDE
Notaire

UN ACTE INCONTESTABLE

L'acte authentique est incontestable (date et contenu). Ainsi, les pactes d'actionnaires ou les délégations de pouvoirs peuvent être reçus par acte authentique, pour leur conférer une force probatoire incontestable à l'égard des parties et des tiers (salariés, etc.). Ce qui a pour effet de réduire considérablement les contestations pouvant s'élever à leur sujet.

De même, en matière de propriété intellectuelle, la date certaine conférée à l'acte de dépôt d'une œuvre littéraire ou artistique (un logiciel, par exemple), au rang des minutes du notaire atteste des droits sur celle-ci, notamment lors d'une action en contrefaçon.

UN ACTE EXÉCUTOIRE

Contrairement à l'acte d'avocat, l'acte authentique est doté de la force exécutoire (L.111-3, 4^e LPCE) sur le territoire national et européen.

Si la créance est liquide et exigible, il sera possible de recourir à des mesures d'exécution définitives (saisies ou prise de sûretés réelles) ou, à défaut, des mesures d'exécution provisoires. Ces mesures vont pouvoir être engagées sans devoir obtenir au préalable l'autorisation par un juge et sans déclenchement d'une procédure judiciaire *a posteriori*.

Cette situation est extrêmement contraignante pour le débiteur qui va se voir déposséder de ses actifs et, souvent, on voit un cocontractant obstiné revenir à la table des négociations.

Il est impossible de dresser une liste exhaustive des applications possibles de la force exécutoire tant elles sont nombreuses (garantie de passif, emprunts bancaires, obligataires, tout contrat emportant l'obligation de verser une somme d'argent etc.).

LA CONSERVATION PERPÉTUELLE DE L'ACTE NOTARIE

Les actes notariés font l'objet d'une obligation de conservation perpétuelle par l'office notarial, ce qui permet aux parties de toujours pouvoir disposer d'une copie de l'acte, même en cas de changement de notaire.

L'intérêt est évident pour les actes stratégiques, notamment les contrats-cadre ou plus généralement pour le

secrétariat juridique (rapports, conventions réglementées et tout document important utile à la connaissance de la société). Cette conservation facilitera également la constitution d'une data-room.

LA RÉITÉRATION D'UN CONTRAT SOUS-SEING PRIVÉ EN ACTE AUTHENTIQUE

Il est aussi possible pour un notaire de transformer en la forme authentique un acte sous seing privé soit en faisant comparaître l'ensemble des parties, soit au moyen d'un mandat d'intérêt commun, stipulé dans le corps de la convention, par lequel les parties entendent vouloir réitérer leur contrat en la forme authentique.

Dans ce dernier cas, il suffit au créancier de venir devant le notaire avec un exemplaire original du contrat contenant le mandat pour opérer la réitération par acte authentique au nom des deux parties. Toutefois, nous recommandons d'user de cette faculté avec prudence car cette pratique repose sur un acte pour lequel le notaire n'est pas intervenu et certaines irrégularités susceptibles de l'affecter ne peuvent être corrigées que par les deux parties ensemble, rendant donc impossible la réitération par le créancier seul.

UNE INTERVENTION UTILE DU NOTAIRE

L'intervention du notaire ne saurait être vue par les parties comme une contrainte. En effet, par son intervention, le notaire garantit aux parties l'efficacité de l'acte. Cela signifie qu'il s'oblige à ce que l'objectif recherché par les parties soit atteint. En cas d'inefficacité de l'acte, il ne saurait s'exonérer de sa responsabilité en invoquant une quelconque clause limitative de responsabilité ou l'intervention d'un autre conseil (notaire, avocat).

Pour couvrir cette responsabilité étendue, tout notaire souscrit obligatoirement une assurance de responsabilité civile professionnelle, couvrant au minimum des préjudices de 150 millions d'euros. Elle est complétée, pour les fautes intentionnelles par la garantie collective des notaires, c'est-à-dire la contribution personnelle et solidaire de tous les notaires de France.

Pour résumer, l'authenticité est un outil stratégique dans le développement de toute entreprise. ■